

LA VÉRITÉ DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE

N° 54 - 1^{er} Quinz. - JANVIER 1957

BI-MENSUEL : 30 fr.

"L'ORDRE" REGNE A ALGER

Il s'agit de l'ordre colonialiste, bien entendu, ordre appuyé sur un demi-million de soldats, sur les ratissages et les quadrillages, sur les progromes et les chambres de tortures.

A l'approche de l'échéance de l'ONU et de la menace de l'internationalisation du conflit, la tension s'accroît, les événements se précipitent et prennent une tournure dramatique. Les discours et déclarations solennels de la tripléte Mollet-Lacoste-Pineau, quelle dérision! Personne ne les prend au sérieux ni en France ni à l'étranger. Chacun se souvient des fanfaronnades de la guerre d'Indochine, du Maroc et de la Tunisie.

Nous avons souligné dès le début que la guerre d'Algérie porterait la tension sociale et politique en France au point le plus aigu. C'est pour échapper au dilemme des situations décisives où il faut trancher dans le vif, faire le saut que les dirigeants socialistes et communistes français ont temporisé après le 2 janvier 1956 au lieu d'accentuer l'offensive sur la lancée électorale et ont finalement capitulé devant la réaction.

La guerre colonialiste pouvait être arrêtée à l'époque, elle pouvait l'être encore en mai-juin par un soutien général des travailleurs aux manifestations des « rappelés ». La grave crise qui en aurait surgi dans la société française n'aurait pas pris au dépourvu le prolétariat prêt à combattre pour des objectifs clairs et précis. La situation prenait forcément une tournure révolutionnaire et c'est la raison pour laquelle la direction du PCF s'est détournée de cette voie, empêchant toute action réelle des larges masses, collant étroitement à Guy Mollet et votant les ignobles « pouvoirs spéciaux ».

Pour avoir cédé devant la réaction colonialiste, la situation n'en devient pas moins aiguë maintenant dans des circonstances considérablement moins favorables pour le prolétariat.

La guerre d'Algérie ne pouvait que se solder par la défaite de l'impérialisme français; on l'a suffisamment souligné. On a seulement oublié que le prolétariat devait concourir à la victoire de la révolution algérienne puisqu'il s'agit d'une même et seule lutte. C'était à la fois impulser l'essor du socialisme en Afrique du Nord et ouvrir

la voie à un gouvernement des travailleurs en France.

L'initiative appartient maintenant à la réaction comme le montrent les événements des derniers jours à Alger et à Paris.

Le dernier quart d'heure cher à Robert Lacoste s'étire singulièrement et ne se déroule guère à son avantage. La résistance algérienne a repris l'offensive et l'exécution de Froger en plein Champs-Élysées d'Alger est un sombre présage pour la grosse colonisation dont il était un des porte-parole. Les obsèques du président des Maires d'Algérie ont donné lieu à une vaste chasse au musulman. La police a laissé faire, n'a pas sévi; c'est normal, c'est dans l'ordre. L'ordre colonialiste!

Deux cents parachutistes qui se concentrent pour une expédition punitive contre des passants musulmans, c'est encore très normal. Cela fait partie de la « pacification ». N'est-ce pas pour cela qu'on les a fait venir en Algérie? Cela ne prouve qu'une chose — qui n'est pas nouvelle

Robert LEBLOND.

(Suite page 12.)

UN KOMINFORN RABOUGRI

Célébrant copieusement le nouvel an, Krouchtchev déclara qu'il n'y avait pas eu de stalinisme, mais qu'il était un stalinien.

Après quoi, nous apprenons que se sont réunis en Hongrie les représentants de 5 partis et gouvernements: URSS, Bulgarie, Roumanie, Tchécoslovaquie, Hongrie. Qu'est-ce qu'une telle réunion? Gouvernements et partis y sont mélangés officiellement, comme ce ne fut pas le cas même pour le Kominform de triste mémoire. On n'y trouve ni les Polonais ni les Yougoslaves. En cela se manifeste très clairement ce qu'est « l'internationalisme prolétarien » pour les dirigeants du Kremlin: l'alignement pur et simple sur leurs positions. Ne sont pas des « internationalistes prolétariens » les communistes qui prétendent prendre indépendamment position.

Les « internationalistes prolétariens » à la Thorez sont en diminution. Il en a été ainsi particulièrement au cours de l'année 1956.

Devant l'impossibilité de maintenir les méthodes de Staline, Krouchtchev avait cru habile de prendre la direction du mouvement au moyen d'un rapport accablant pour Staline, confirmant tous les crimes antiouvriers dont les trotskystes l'avaient accusé. Il fit amende honorable devant Tito. Mais, loin d'apaiser le mécontentement des masses victimes des méthodes staliniennes, ce rapport l'attisa. Ce sera la grève générale, les émeutes de Poznan.

Les successeurs de Staline tracèrent une première ligne d'arrêt: la résolution du CC du PC de l'URSS du 30 juin.

Mais en vain. En octobre, les masses polonaises changent la direction

du Parti ouvrier et du gouvernement: les serviteurs du Kremlin en sont éliminés. En octobre aussi, ce sont les masses hongroises qui se soulèvent contre le régime bureaucratique imposé par le Kremlin. Au bout de deux mois, le « gouvernement Kadar » instauré par les chars soviétiques l'a emporté, mais sans la moindre base dans le pays. Dans le monde entier, les dirigeants au service du Kremlin se sont discrédités profondément et dans tous les PC des oppositions s'affirment en vue d'un renouveau du communisme.

C'est là que vient se situer la récente session du CC du PC de l'URSS et la réunion des 5 à Budapest.

Il s'agit, comme au 30 juin, de tracer une nouvelle ligne d'arrêt, au-delà de laquelle les successeurs de Staline n'iraient point. Déclarations nullement destinées aux impérialistes — pour ceux-ci des déclarations de Boulganine suffisent. Déclarations destinées aux masses travailleuses des Etats ouvriers et aux militants des Partis communistes dans le monde.

Déclaration d'une fraction de dirigeants, aux dirigeants des communistes polonais et yougoslaves. Peut-être aussi précaution du Kremlin en vue du voyage de Chou-En-Lai, car nul ne peut savoir où se situe exactement la pensée politique des Chinois et même si ceux-ci ont une position précise.

Il n'y a vraiment pas grand-chose dans la déclaration de la fraction des cinq partis et gouvernements. Tout comme la déclaration du 30 juin déclara

Pierre FRANK.

(Suite page 12.)